



Analyse des stratégies de résilience de la FESCI à l'Université Felix Houphouët Boigny (UFHB) de 2010 à 2016

Boh Valentin FOUA BI

Université Félix Houphouët-Boigny

Abidjan-Cocody

Fouabi57@gmail.com

Jean-François DALLY

Institut National des Arts et
de l'Action Culturelle (INSAAC)

Jeanfrancoisdally225@gmail.com

Kouame Amakoa Josephine AMOIKON

Université Félix Houphouët-Boigny

Abidjan-Cocody

Akajosephine52000@yahoo.fr

Résumé

La présente étude vise à analyser les facteurs explicatifs de la résilience spatiale de la FESCI dans l'univers syndical étudiant ivoirien. Autrement dit, sa capacité à maintenir son influence et son efficacité dans les contextes géographique, universitaire et politique. A partir d'une approche méthodologique, essentiellement qualitative, notre travail de recherche a permis par le biais d'entretiens semi-dirigés de montrer que la résilience spatiale de la FESCI dans l'univers syndical étudiant ivoirien est tributaire de trois facteurs majeurs. Le premier réside dans les ressources internes comme

application sur les crises. Le deuxième est en lien avec sa culture organisationnelle en termes d'adaptabilité. Le troisième repose sur ses stratégies de résistance et de résilience comme mode de vigilance.

Mots-clés : *stratégie, FESCI, résilience, syndicat, étudiant*

Analysis of FESCI resilience strategies at Felix Houphouët Boigny University (UFHB) from 2010 to 2016

Abstract

This study aims to analyze the explanatory factors of FESCI's spatial resilience in the Ivorian student union landscape – in other words, its ability to maintain its influence and effectiveness in geographic, academic, and political contexts. Using a primarily qualitative methodological approach, our research, through semi-structured interviews, demonstrated that FESCI's spatial resilience in the Ivorian student union landscape is dependent on three major factors. The first lies in its internal resources as a means of responding to crises. The second is related to its organizational culture in terms of adaptability. The third is based on its resistance and resilience strategies as a means of vigilance.

Keywords: *strategy, FESCI, resilience, union, student*



Introduction

La sociohistoire montre que l'année 1990 reste une année charnière à la vie politique et syndicale de la Côte-d'Ivoire indépendante. Pour ainsi dire, l'avènement du multipartisme a amorcé un processus démocratique émaillé de vastes mouvements de contestation, ce qui a produit par là-même un renouveau politique mais tout aussi syndical. Dans l'enseignement supérieur et le champ syndical étudiantin, des mouvements de grève spontanée échappant au contrôle du MEECI ont été engagés à partir de 1988 par des organisations syndicales étudiantines clandestines telles que l'ONEECI, l'UDECI, la CESCOCI, la FASEECI et le SLAECI qui tentent de sortir de l'ornière tracée par leur prédécesseur.

En effet, le syndicalisme étudiantin ivoirien reste circonstancié par l'évolution sociopolitique du pays avec une histoire tumultueuse se déclinant suivant trois périodes : l'ère coloniale de 1948 à 1959, la période à partir de l'indépendance de 1960 à 1990 et celle depuis 1990 :

Sous l'ère coloniale de 1948 à 1959, le syndicalisme étudiant ivoirien, à l'instar de l'Afrique noire colonie française, s'exprimait par des organisations animées à l'extérieur, vu que l'institution universitaire ivoirienne a vu le jour, de Centre d'Enseignement Supérieur d'Abidjan en 1964 en Université à partir de 1966, par l'érection des Ecoles Supérieures en facultés (Valy, 1979 : 8). Ce fut essentiellement le fait des étudiants regroupés au sein de l'AGEECI puis l'UGECI et L'AEECIF de Memel-Fotê basées en France, proches de la FEANF (Lemon, 2009 : 5).

L'indépendance de la Côte d'Ivoire intervient le 7 Août 1960 avec le PDCI-RDA qui adopte le régime à parti unique. L'UNEECI voit le jour en 1964 et reste controversée, traversée par deux courants idéologiques radicaux : l'un favorable au pouvoir en place et l'autre partisan du changement mené par l'étudiant Laurent GBAGBO. Le pouvoir tranche et impose le monolithisme syndical en vue d'un contrôle idéologique sur la jeunesse estudiantine. Ainsi, le MEECI naît le 05 avril 1969 « dans l'optique du Parti Démocratique de Côte-d'Ivoire » (Tapé, 1980) et agit dans le cadre d'un syndicalisme à caractère « participatif », vingt ans durant.

L'année 1990 entame l'ère du multipartisme et de l'instauration ou de la réinstauration des libertés d'association en Afrique noire francophone et partant, en Côte-d'Ivoire. Ainsi dans un contexte de pluralisme, cinq mouvements estudiantins plus hauts cités se fédèrent le 21 Avril 1990 pour donner naissance à la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte-d'Ivoire (Fakoly, 2018 : 12). Sous son slogan « il n'y a pas d'école véritable sans démocratie », la FESCI tient le champ syndical estudiantin ivoirien en haleine dans une opposition radicale au parti unique au pouvoir non sans s'exposer à des menaces existentielles.

Le pouvoir, pour sa part, a initié sa réaction par des mesures punitives dans une modalité d'actions connue aux premières années de la FESCI et en 2010-2016, période durement ressentie par le syndicat.

En effet, au titre des actions directes, à peine un an (1) d'activité, la FESCI subit une dissolution par décret n°91-420 du 21 juin 1991 et endure plusieurs incarcérations parmi ses membres dirigeants. Concernant les actions par services



Soumission : 11/09/2025 Acceptation : 13/09/2025 Publication : 25/09/2025

interposés, des actions sont entreprises par le parti unique dans le but d'étouffer toutes vellétés de réunions et rassemblements dans les résidences universitaires, les deux premières années d'activité syndicale (N'dré, 2019 : 9).

A partir de 1993 le changement de gouvernement n'a pas atténué les réprimandes sur le mouvement estudiantin. Le CERAC et l'UNESCI ont été créés pour mettre un terme au leadership de la FESCI (M'bra, 2010).

Parallèlement, après la crise postélectorale de 2011, un arrêté ministériel en mai 2013 autorise la suspension des activités des syndicats d'étudiants à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Vendrey, 2021 : 2). En outre la formule avec les syndicats contrepoids a été reprise à la réouverture des universités en 2012 par le pouvoir RHDP avec la création en 2016 de l'Association des Etudiants de l'UFHB (AE-UFHB) regroupant la plupart des associations et syndicats d'étudiants, et le soutien au CEECI et à l'AGEECI basés à Bouaké (Diarassouba, 2016 : 3).

Les autorités gouvernementales procèdent dorénavant à l'interpellation puis à l'incarcération systématique de tous individus reconnus comme auteurs de violences. De leur côté, les autorités universitaires décident, en premier lieu, de la radiation des effectifs des universités publiques nationale des principaux leaders des mouvements syndicaux estudiantins incriminés dans les actes de violences à savoir la FESCI.

En outre, elles décrètent la suspension pour une durée indéterminée de toutes les activités des organisations estudiantines à caractère syndical à l'UFHB. Enfin, la présence de la Police Universitaire est maintenue dans tous les espaces universitaires publics du pays. A l'UFHB, ce

dispositif de sécurité est même renforcé par la création d'un nouveau groupement de sécurité : la Sécurité Universitaire. L'on y assiste également au déploiement massif et permanent d'unités de la Compagnie Républicaine de Sécurité (CRS) et de la Brigade Anti-Emeute (BAE).

En dépit de ces mesures judiciaires, disciplinaires et sécuritaires, le mouvement syndical étudiant a toujours été actif à l'UFHB en démontre la reconstitution de ses différents "quartiers généraux" précédemment démantelés par la police et l'organisation de mouvements contestataires comme ceux d'avril 2016.

Ces différents constats suscitent donc une interrogation majeure : comment s'explique la résilience de la FESCI dans l'univers syndical ivoirien ?

1. Méthodologie

De manière pratique, notre étude s'est déroulée à l'Université Félix Houphouët-Boigny plus précisément dans les différentes cités qui la composent. Pour collecter les données nous avons élaboré un guide d'entretien qui nous a permis de procéder à 45 entretiens avec les acteurs suivants :

- Responsables des syndicats étudiants 10 individus
- Délégués et responsables des délégués 07 individus
- Responsables de syndicats d'enseignants 02 individus
- Doyen d'UFR 01 individu
- Membres de la présidence de l'UFHB 01 individu
- Sous-Directeurs du CROU A1 01 individus
- Responsables de la FESCI 19 individus
- Secrétaires principaux 01 individu
- Responsables ex-MEECI 01 individu
- Responsables des résidents en cités 02 individus



Nous avons procédé par la suite au traitement manuel des données. Ce qui nous a permis de répondre aux questionnements que soulève ce travail de recherche.

2. Resultats

2.1. Une culture syndicale contestataire et adaptative

2.1.1. Du « *renouveau syndical* » à la contestation radicale

L'histoire de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) s'inscrit dans un moment charnière de la vie politique nationale : celui de la transition du monopartisme vers le multipartisme au tournant des années 1990. C'est dans ce contexte d'effervescence politique, de libération de la parole publique et de montée des revendications sociales que la FESCI émerge. Elle marque une rupture ouverte avec le Mouvement des Élèves et Étudiants de Côte d'Ivoire (MEECI), alors considéré comme un relais docile du pouvoir en place. Cette rupture marque la naissance d'un syndicalisme de combat, volontiers qualifié de « *renouveau syndical* » par ses initiateurs. Elle exprime la volonté de tourner la page d'un syndicalisme d'accompagnement jugé inefficace, pour lui substituer un modèle plus offensif, ancré dans une logique de confrontation directe avec l'autorité académique et politique. Dès ses débuts, la FESCI adopte un discours de dénonciation, centré sur la critique de la gestion autoritaire des institutions universitaires, la précarisation des conditions d'études, et l'absence de représentativité des étudiants dans les espaces de décision.

Ce positionnement de rupture donne naissance à une culture syndicale fortement contestataire, façonnée par la conflictualité ambiante, la méfiance envers l'autorité, et une

légitimation de la désobéissance. Cette culture repose sur la valorisation de l'action directe, l'insubordination assumée, et une posture de défi permanent. Loin d'être marginale, cette radicalité devient la norme, un trait constitutif de l'identité militante fesciste. Un militant interrogé le confirme : « *Ici, si tu ne montres pas que tu es prêt à tenir tête, personne ne te respecte. La FESCI, c'est la voix des sans voix, ce n'est pas pour les lâches.* »

Ce choix stratégique s'appuie sur un diagnostic partagé : l'université ivoirienne, à cette période, est en crise. Les retards de bourses, la vétusté des infrastructures, le surpeuplement des amphithéâtres et l'arbitraire administratif nourrissent une frustration étudiante généralisée, que la FESCI s'emploie à canaliser. La dénonciation des dysfonctionnements devient alors un moyen d'agrégation, un langage commun autour duquel se fédère une jeunesse en quête de reconnaissance. Comme l'exprime un ancien secrétaire général : « *On est sorti pour dire que trop c'est trop. On voulait juste étudier dans la dignité, mais personne ne nous écoutait, alors on a crié plus fort.* »

Mais cette contestation ne se limite pas à l'univers académique. Rapidement, la FESCI élargit son horizon et devient un acteur privilégié de l'espace politique national. Par sa capacité de mobilisation, sa visibilité médiatique et son discours empreint de nationalisme social, elle attire l'attention des partis d'opposition, notamment le Front Populaire Ivoirien (FPI), alors en quête d'alliés stratégiques dans les arènes populaires. Cette convergence entre revendication syndicale et combat politique renforce la posture radicale du mouvement, tout en lui fournissant des ressources matérielles et symboliques essentielles. Selon un ex-responsable de section : « *À un moment, les hommes*



Soumission : 11/09/2025 Acceptation : 13/09/2025 Publication : 25/09/2025

politiques eux-mêmes nous consultaient. On faisait peur, mais on faisait aussi envie. »

Cette montée en puissance du syndicat se traduit par l'adoption d'un langage guerrier, où les métaphores du combat, du sacrifice et de la résistance sont centrales. Le slogan « *cabri mort n'a pas peur du couteau* » résume cette philosophie : accepter le risque, affirmer la détermination face à la répression, valoriser le courage comme critère de reconnaissance. Un militant de base témoigne : « *Le cabri mort, c'est notre mentalité. Quand tu n'as plus rien à perdre, tu n'as plus peur. On est prêts à tout pour nos droits.* »

Cependant, cette radicalité s'accompagne d'une grande capacité d'adaptation. Loin d'être figée dans l'opposition, la FESCI sait lire les conjonctures, ajuster ses stratégies, reformuler ses revendications, voire négocier ponctuellement avec les autorités. Cette plasticité lui permet de durer, de se recomposer après chaque crise, et de maintenir un lien avec sa base. Comme le dit un responsable local : « *On sait quand frapper, mais on sait aussi quand se retirer. On ne fait pas la guerre pour la guerre.* »

Cette dialectique entre radicalité et pragmatisme structure la résilience du mouvement : il se forge dans la confrontation, mais se maintient par sa capacité à évoluer, à faire des compromis sans renier ses principes fondateurs. Le passage du « *renouveau syndical* » à la contestation radicale n'est donc pas un glissement brutal, mais une trajectoire construite, nourrie par les épreuves, par l'histoire, et par l'ancrage profond dans une jeunesse étudiante en quête de dignité, de justice et de pouvoir d'agir.

2.1.2. *Pratiques de résistance et de mobilisation étudiante*

La contestation radicale qui structure la culture syndicale de la FESCI s'exprime de manière concrète à travers un ensemble de pratiques de résistance et de mobilisation devenues, au fil des années, des marqueurs identitaires du syndicat. Loin d'être spontanées ou désordonnées, ces pratiques s'inscrivent dans un registre d'actions collectives organisées, ritualisées, et politiquement orientées. Elles reflètent une capacité à mobiliser dans l'urgence, à fédérer autour d'une cause commune et à faire de l'espace universitaire un lieu de lutte permanente.

Ces pratiques relèvent de ce qu'Albert Hirschman (1970) qualifiait de logiques de « voice », c'est-à-dire d'expression protestataire face à une situation perçue comme injuste. En l'absence de médiation institutionnelle efficace, les étudiants, à travers le mouvement, choisissent de « faire entendre leur voix » par des moyens directs, souvent extralégaux, pour réclamer des conditions d'étude dignes, une gestion transparente des bourses ou encore la participation aux décisions académiques.

Parmi les formes de mobilisation les plus récurrentes, les assemblées générales (AG) occupent une place centrale. Organisées souvent en plein air, dans des espaces symboliques du campus, elles constituent à la fois un lieu de débat, de réaffirmation de l'unité militante et de mise en scène de la contestation. Ces AG ne sont pas de simples rassemblements informatifs ; elles produisent du consensus, des mots d'ordre et renforcent la cohésion du groupe. Un militant de base évoque : « *Quand tu es à l'AG, tu sens que tu fais partie de quelque chose de grand. On crie, on débat, on décide ensemble. C'est là que tout commence.* »



Soumission : 11/09/2025 Acceptation : 13/09/2025 Publication : 25/09/2025

À ces réunions s'ajoutent des marches spontanées, des sit-in devant les rectorats, des blocages de voies, ou encore des actions d'occupation d'espaces universitaires stratégiques. Ces formes de mobilisation, bien que parfois perçues comme illégitimes par l'administration ou les médias, traduisent une volonté de rendre visibles des revendications souvent ignorées dans les cadres formels de dialogue. Dans la pratique, il s'agit d'imposer un rapport de force, de perturber l'ordre pour attirer l'attention. Comme le confie un ancien responsable local : « *On ne gagne rien en silence. Il faut taper fort pour que ça bouge. Quand on bloque les cours, on crée une crise que le pouvoir ne peut pas ignorer.* »

Ces modes de résistance se déploient dans un environnement marqué par la répression et la surveillance. La présence policière sur les campus, les arrestations arbitraires et les dissolutions administratives ont contribué à renforcer une culture du risque, du sacrifice et de la clandestinité partielle. Dans cette perspective, la mobilisation devient aussi une épreuve initiatique, un passage obligé dans le parcours militant. Une étudiante syndiquée témoigne à ce propos : « *Ce n'est pas facile. Tu sais que tu peux être arrêtée, frappée même. Mais tu continues parce que c'est pour tous les étudiants. C'est notre combat.* »

Cette dynamique d'affrontement structure les formes de sociabilité entre militants. Les relations interpersonnelles se nourrissent de récits de luttes, d'expériences partagées dans l'action, et d'une mémoire collective forgée dans la confrontation. L'on assiste ici à la formation d'un capital militant, au sens que lui donne Olivier Fillieule (2001), où l'engagement s'apprécie par l'expérience accumulée, la loyauté éprouvée, et la capacité à mobiliser autrui.

La résistance prend également des formes symboliques et culturelles. Le recours à des chants syndicalistes, à des slogans codifiés, à des expressions issues de la rue ou du registre populaire contribue à forger une identité propre à la FESCI. Ces éléments, repris lors des rassemblements, des enterrements de militants ou des assemblées, constituent une grammaire de la lutte, une manière de dire, de sentir et de penser l'engagement. Cette culture protestataire s'enracine dans une mémoire longue des luttes étudiantes en Côte d'Ivoire, tout en s'adaptant aux conjonctures politiques contemporaines.

En somme, les pratiques de mobilisation portées par la fédération estudiantine ne relèvent pas d'un activisme désorganisé ou erratique. Elles constituent un répertoire d'actions collectives, au sens de Charles Tilly (1986), façonné par l'histoire du mouvement, les ressources disponibles, les contraintes du contexte et les opportunités offertes par le champ politique. Ces pratiques traduisent une maîtrise des codes de l'action protestataire, mais aussi une volonté de construire une parole politique à partir de la précarité étudiante. Elles sont le prolongement d'une vision du syndicalisme comme outil de lutte sociale, d'émancipation et d'affirmation de la dignité.

2.2. Répertoire d'actions collectives et inscription dans l'histoire des luttes étudiantes

Au fil des années, la FESCI s'est forgé un répertoire d'actions collectives structuré, qui ne se limite pas à l'expression spontanée de colères estudiantines, mais s'inscrit dans une tradition militante plus large, à la fois nationale et continentale. Ce répertoire, entendu ici au sens que lui donne Charles Tilly (Op.Cit.), désigne l'ensemble des



Soumission : 11/09/2025 Acceptation : 13/09/2025 Publication : 25/09/2025

formes d'action disponibles, légitimes et mobilisables par une organisation selon son histoire, ses ressources et son environnement. Il constitue l'ossature pratique d'un militantisme capable de durer, de se réinventer, et surtout, de s'enraciner dans la mémoire des luttes.

Les actions menées par la FESCI telles que les occupations d'amphithéâtres, les sit-in devant les rectorats, les marches silencieuses, grèves perlées, les « villes mortes » étudiantes et les inscriptions symboliques sur les murs ne sont jamais isolées ni improvisées. Elles sont le fruit d'un héritage revendiqué, transmis entre générations militantes. Cette transmission se fait souvent oralement, dans les assemblées générales, les moments d'initiation des nouveaux membres ou encore lors des commémorations de figures syndicales disparues. Comme le confie un ancien militant : « *On ne fait rien au hasard. Chaque action qu'on mène, c'est parce que nos devanciers l'ont fait. Ils nous ont laissé une manière de nous battre.* »

La FESCI ne s'inscrit pas seulement dans une continuité formelle avec les luttes étudiantes passées ; elle s'en revendique idéologiquement. Son discours est nourri de références aux combats menés par les générations précédentes contre l'injustice scolaire, l'autoritarisme politique ou l'exclusion sociale. Cette dimension mémorielle joue un rôle central dans la construction de la légitimité du mouvement. La grève, dans cette perspective, n'est pas qu'un outil de revendication : elle devient un rite politique, un acte de fidélité à l'histoire collective. Comme le résume un responsable local : « *Quand on dit qu'on entre en grève, ce n'est pas juste pour embêter les Profs. C'est parce qu'on marche dans les pas de ceux qui ont ouvert la voie.* »

Cette inscription historique renforce aussi le sentiment d'appartenance et la fierté militante. Le récit des luttes passées structure l'engagement présent. Il donne un sens aux sacrifices, justifie les épreuves, et confère une épaisseur symbolique à l'action. À travers ce récit, la FESCI s'affirme non seulement comme un syndicat, mais comme un héritier des grandes causes sociales et politiques du pays, une sorte de conscience étudiante engagée. Ce que confirme une étudiante syndiquée : « *Nous, on n'est pas juste des élèves qui crient. On porte l'histoire. On est les enfants de la lutte.* »

Ce rapport au passé se manifeste également dans la production de mythes fondateurs, de figures emblématiques (comme Blé Goudé ou Guillaume Soro), et de lieux de mémoire (la Place Akpélé Akpélé, le Pentagone, etc.) qui balisent le territoire universitaire. Ces éléments constituent des repères culturels qui renforcent la cohésion du groupe, tout en entretenant une idéologie spatiale (Lefebvre, 1991) selon laquelle l'espace du campus est à la fois lieu d'apprentissage, de mobilisation et de mémoire. Ils permettent aussi d'opérer une différenciation avec les autres formes d'organisation étudiante jugées trop institutionnelles, trop modérées, ou trop éloignées des intérêts réels des étudiants.

Enfin, ce répertoire d'actions est continuellement réactualisé en fonction des conjonctures. La capacité de la FESCI à réinterpréter les formes de mobilisation héritées à l'aune des nouvelles réalités (montée des NTIC, présence policière accrue, défiance envers les partis politiques) témoigne d'une plasticité stratégique, qui conjugue fidélité à l'histoire et adaptation au présent. Ainsi, une veillée syndicale peut aujourd'hui être relayée en direct sur les réseaux sociaux, une marche silencieuse peut devenir virale



en ligne, et un mot d'ordre peut être diffusé en quelques minutes à travers les groupes de messagerie instantanée. En définitive, la FESCI déploie un répertoire d'actions où la mémoire et l'innovation se rencontrent. Cette articulation entre passé militant et pratiques présentes permet non seulement d'assurer la transmission intergénérationnelle, mais aussi de légitimer l'action dans le présent, en inscrivant chaque lutte dans une continuité symbolique et politique. C'est là, sans doute, l'un des secrets de la résilience du mouvement : faire de chaque mobilisation une page supplémentaire d'une histoire collective en perpétuelle écriture.

2.3. Une organisation structurée, martiale et hiérarchisée

2.3.1. *Fonctionnement pyramidal et discipline interne*

La résilience organisationnelle de la FESCI repose, pour une large part, sur sa structure hiérarchique fortement centralisée, pensée selon un modèle pyramidal. Cette organisation interne, rigide mais efficace, constitue l'un des piliers de sa capacité à maintenir la cohésion, à gérer les conflits internes et à transmettre durablement ses orientations stratégiques. Le syndicat fonctionne ainsi selon des logiques d'encadrement vertical, où l'autorité est concentrée autour du Bureau Exécutif National (BEN) et redescend par strates successives jusqu'aux sections de base.

Dans ce schéma, chaque niveau, du Secrétariat Général jusqu'au militant de quartier, a un rôle défini, une mission précise et un espace d'intervention contrôlé. Cette forme d'organisation permet une circulation ascendante et descendante de l'information, mais également une maîtrise fine des mobilisations sur le terrain. Comme l'explique un

ancien coordinateur : « À la FESCI, rien ne se décide sans que ça monte ou que ça descende. Il y a des responsables, des chefs de base, des coordinateurs... C'est une vraie organisation avec ses codes. »

Cette hiérarchie se double d'un système de discipline interne exigeant, fondé à la fois sur des règlements formels (statuts, organigramme, cahiers de charges) et des normes informelles de loyauté, de respect de la hiérarchie et de disponibilité militante. Les membres sont évalués selon leur degré d'engagement, leur respect des consignes et leur capacité à exécuter les ordres du supérieur sans contestation ouverte. Un militant de base le formule sans détour : « Quand le SG parle, tu exécutes. Ce n'est pas une démocratie ici. C'est une machine. Si tu ne suis pas, tu dégages. »

Cette exigence disciplinaire, qui peut parfois verser dans l'autoritarisme, s'explique par la nécessité de maintenir la cohésion dans un environnement hostile, marqué par la répression policière, les dissolutions administratives, les infiltrations politiques ou les divisions internes. La FESCI s'est construite dans un rapport constant au danger, ce qui a favorisé la valorisation de l'obéissance, de la discrétion et de la fidélité comme vertus cardinales du militant.

Ce fonctionnement verticalisé permet également de canaliser les conflits internes par une logique de gradation hiérarchique. Les différends entre membres ou sections sont généralement tranchés à un niveau supérieur, dans une démarche qui privilégie la préservation de l'unité du groupe sur les revendications individuelles. Comme le souligne un ancien chef de section : « Même si tu as raison, si ton attitude met en péril le mouvement, tu peux être écarté. L'intérêt général passe avant ton ego »

La structuration pyramidale s'accompagne d'un contrôle idéologique opéré par les responsables, qui veillent à la



cohérence du discours syndical, à l'adhésion des militants aux valeurs du mouvement, et à la transmission d'une culture militante homogène. Ce contrôle ne se fait pas uniquement par la contrainte ; il passe aussi par la formation interne, l'organisation de réunions fermées, les veillées syndicales et les séances d'explication sur les textes fondateurs. Cette forme de « socialisation politique militante » rappelle les mécanismes analysés par Pierre Bourdieu dans sa lecture du champ politique : une reproduction des dispositions militantes par imprégnation durable dans un habitus d'obéissance, de sacrifice et de loyauté.

Enfin, cette discipline est renforcée par un système de sanctions symboliques ou matérielles. Un militant qui trahit, qui désobéit, ou qui prend des libertés avec les règles peut être « mis au frigo », exclu temporairement, voire définitivement. Il peut aussi être soumis à des formes de disqualification informelle, notamment en étant écarté des réseaux de faveur ou privé des privilèges liés à son statut. Cette gestion rigoureuse des comportements garantit la stabilité interne du mouvement, même en période de tension.

Ce mode de fonctionnement n'est pas sans critiques. Certains anciens membres évoquent une dérive bureaucratique ou une perte d'horizontalité dans la prise de décision. D'autres dénoncent une tendance à l'autoritarisme ou une instrumentalisation de la hiérarchie à des fins de promotion personnelle. Toutefois, la majorité des militants interrogés reconnaissent l'efficacité du modèle, notamment en termes de mobilisation rapide, de préservation de l'unité, et de résistance face aux pressions extérieures. Comme le conclut un cadre actuel : « *Si la FESCI tient encore, c'est parce*

qu'elle est bien structurée. Sans ça, on se serait effondré depuis longtemps »

En définitive, le fonctionnement pyramidal du mouvement et la discipline qui en découle ne sont pas de simples caractéristiques organisationnelles. Ils constituent une ressource stratégique, un facteur-clé de résilience, qui permet à l'organisation de survivre aux assauts du temps, de l'État et des divisions internes. C'est cette architecture militante rigide mais adaptative qui assure la continuité de l'engagement syndical étudiant en Côte d'Ivoire.

2.3.2. Usage de la violence comme mode de régulation sociale

Dans le contexte syndical étudiant ivoirien, et plus particulièrement au sein de la FESCI, la violence ne saurait être appréhendée uniquement comme une pathologie de l'action collective ou comme une déviance. Elle s'inscrit, au contraire, dans un registre d'action codifié, fonctionnant comme un mode de régulation sociale à l'intérieur du groupe, mais aussi comme un langage politique dirigé vers l'extérieur.

Il ne s'agit pas ici de légitimer l'usage de la force, mais d'en comprendre les logiques sociales. Pour nombre de militants, la violence est perçue comme une réponse à la violence structurelle ; celle des institutions universitaires jugées sourdes, celle de l'État répressif, ou celle d'un ordre social inégalitaire. Ce sentiment d'injustice vécue se traduit souvent par une radicalisation des modes d'expression. Un militant confie ainsi : *« Quand tu cries et qu'on ne t'écoute pas, tu tapes. Et là, bizarrement, on commence à t'écouter »*

À l'intérieur même du mouvement, la violence joue également un rôle régulateur et disciplinaire. Elle permet de



faire respecter les normes internes, d'assurer la loyauté, de contenir les dissidences et de gérer les rivalités entre factions. Dans certains cas, des sanctions physiques sont infligées à ceux qui trahissent les engagements du groupe, révèlent des informations sensibles ou contestent ouvertement la hiérarchie. Un ancien chef de base évoque, avec un certain fatalisme : « *Si quelqu'un parle trop, s'il sabote une action, on le corrige. C'est dur, mais c'est le prix de la cohésion* »

Cette régulation par la contrainte physique repose sur une culture de la verticalité et de l'honneur, où l'insubordination est assimilée à une trahison grave. Elle reflète un fonctionnement quasi militaire du syndicat, hérité des années de confrontation politique intense, où la survie du groupe dépendait de la discipline et de la réactivité de ses membres. Ce modèle est d'autant plus ancré que le recrutement des militants passe souvent par des épreuves de force ou des actions à risque, comme nous l'avons vu précédemment.

D'un point de vue sociologique, cette instrumentalisation de la violence peut être interprétée à la lumière des travaux de Norbert Elias (1997) sur le monopole de la violence légitime. Dans un contexte où l'autorité étatique est perçue comme défaillante, la FESCI tend à s'octroyer ce monopole à l'échelle du campus, en instaurant ses propres règles, ses formes de justice et ses mécanismes de punition. Ce processus débouche sur une sorte de gouvernement parallèle, où le syndicat devient juge, arbitre et gardien de l'ordre.

La violence peut également être symbolique : l'intimidation, les menaces verbales, l'occupation dissuasive

d'un espace ou la mise à l'écart d'un opposant fonctionnent comme des outils de contrôle social. Ces pratiques instaurent une hiérarchie tacite entre les « vrais militants », les sympathisants, et les « traîtres ». Un membre évoque cette hiérarchie implicite : « *On sait qui est qui. Ceux qui se battent sont respectés. Les autres se taisent ou dégagent* »

Ce modèle, tout en assurant une forme de cohésion interne, engendre des tensions durables avec d'autres acteurs du champ universitaire, notamment l'administration, les enseignants, ou même certains étudiants non engagés. Il alimente une image ambivalente du syndicat, vu à la fois comme un défenseur des droits et comme un groupe potentiellement coercitif. Cette ambivalence est d'ailleurs assumée par certains cadres fascistes, qui y voient une stratégie de survie dans un environnement hostile : « *Si on ne montre pas les dents, on nous piétine. C'est comme ça dans ce pays* »

Enfin, l'usage de la violence permet aussi de dissuader la concurrence, notamment celle d'autres syndicats émergents. Les affrontements entre factions rivales, bien que condamnés publiquement, participent à une logique de territorialisation du pouvoir syndical, où le contrôle des espaces amphithéâtres, cités universitaires et points de regroupement, devient un enjeu stratégique majeur. Cette territorialisation s'inscrit dans ce que Michel Foucault qualifiait de microphysique du pouvoir : une dispersion de l'autorité dans les corps, les lieux et les gestes du quotidien.

En somme, la violence au sein de la fédération estudiantine ne se réduit pas à une simple dérive. Elle est produite, régulée, justifiée et ritualisée. Elle joue un rôle dans la structuration du groupe, la gestion de la hiérarchie et la construction d'un rapport de force avec l'extérieur. Si elle



soulève de nombreuses critiques, elle n'en demeure pas moins un vecteur de résilience, dans un contexte où l'action syndicale doit s'inventer face à la défiance institutionnelle et aux pressions politiques. La violence à la FESCI, reste de fait, essentiellement intrinsèque.

3. Discussion

Tout au long de notre travail nous avons mis en évidence les pratiques qui ont permis à la FESCI de construire sa résilience. Ces pratiques s'apparentent en des logiques d'appropriation et de patrimonialisation de l'espace. C'est ce que soutient Paul Claval (1978), quand il souligne que le pouvoir et l'espace entretiennent des relations étroites. Pour lui le pouvoir est au centre de l'explication de l'ensemble de l'architecture sociale. Ayant une conception relationnelle du pouvoir, il estime que la position sociale d'un groupe dans un espace donné s'explique par le pouvoir que celui-ci dispose sur d'autre. Pour l'auteur, la vie sociale est inscrite dans l'espace et faite d'action sur le milieu et d'interaction entre les hommes. Claval confère au pouvoir la capacité d'action et d'appropriation. Ainsi, le pouvoir contrôle l'espace par la capacité qu'il offre à l'acteur social ou au groupe social d'agir sur l'espace en le modifiant pour en retirer ce dont il a besoin pour sa subsistance.

La relation étroite entre le pouvoir et l'espace est surtout perceptible à l'échelle macrosociale en ce sens que c'est à travers les institutions dont se dotent les sociétés que s'organise l'appropriation territoriale. Les institutions fournissent au groupe un milieu sur lequel l'action du

groupe lui permet de trouver satisfaction à ses besoins. La vie sociale étant inscrite dans l'espace se constitue d'action et d'interaction. Pour l'auteur, l'espace contrôlé est support de vie et d'activité, il est de base à l'activité symbolique et en même temps est obstacle à la vie de relation dans la mesure où c'est l'acteur social possède le pouvoir qui exerce une action sur l'espace au détriment du moins nanti qui en est exclu. En ce sens, l'espace est « à la fois limitation et instrument de liberté ».

Selon Fouil (2011), la manière dont les individus comme les groupes pensent leur rapport à l'espace est très déterminante pour la survie et l'unité de ceux-ci ; l'espace territoire chargé de sens, bondé de symbole et de valeur, revêt une dimension culturelle. L'auteur soutient que l'appropriation de l'espace intervient comme un instrument par lequel une culture affirme sa présence. L'appropriation de l'espace par un groupe social et nommé constitue une manière de rapporter cet espace à un vécu spatial antérieur et le rendre familier à ce groupe social. Pour cerner la relation du groupe à son espace de vie, la mémoire spatiale de celui-ci en est le fil conducteur d'où la nécessité de comprendre « les fonctions de l'espace dans la vie culturelle ». Il s'agit d'un groupe d'immigré d'origine algérienne regroupé dans la banlieue sud de Lyon qui à travers leurs pratiques transpose leur mode de vie, leur mode d'habitation culturelle, s'adapte et recompose l'espace au point d'en produire un autre à leurs normes.

L'auteur montre comment l'appropriation consiste à « capturer » l'espace, à établir des frontières qui ne reflètent pas résolument les relations entre individus et lieux ou espaces mais qui les produisent. Pour comprendre cela l'auteur interroge les dimensions de l'activité sociale urbaine



avec comme cadre les dispositifs techniques et spatiaux que cette activité sociale mobilise mais qui la constitue aussi. Ainsi, l'espace n'est pas une scène, un théâtre ou un moyen où se déroule l'action mais il est l'instrument de l'action. L'auteur pour se rendre compréhensif emprunte à Toussaint (2010) l'exemple de la table comme produit technique : « dans le même temps où la table constitue les convives, le mode d'être des convives constitue la table en lui accordant une valeur. Sa valeur d'usage, qui implique de s'y bien tenir. Ce n'est donc ni la table, ni ce que font les convives qui est intéressant, mais ce en quoi la table sert. Ce que font les convives et qui nécessite la table (...) autrement dit, ce qui est intéressant c'est l'institution de la valeur d'usage ainsi que les modalités par lesquelles l'usage des objets fabriqués participe aux échanges sociaux ».

Fouil à travers cet exemple met en évidence l'approche de l'espace comme un processus dans lequel l'espace est cet instrument livré, il est pratiqué et ces pratiques mettent en jeu des représentations. En effet, les rapports à l'espace créent par les individus ne dépendent pas uniquement de leurs motivations propres mais sont conditionnés par les conditions matériels ou physiques de cet espace. Ce qui explique les questions de l'appropriation de l'espace que conduit à envisager non seulement l'occupation et l'usage de l'espace mais aussi sa production et son détournement, son marquage et valorisation.

Selon Besozzi (2014), en se focalisant sur la vie sociale dans les galeries marchandes des centres commerciaux. L'objet de sa recherche est un phénomène de rassemblement quotidien de personnes âgées (des retraités d'origine populaire en proie au processus de déprime sociale qui

développent une sociabilité primaire à l'intérieur des centres commerciaux localisés en centre-ville et ce alors même qu'ils n'effectuent pas d'achats dans les galeries marchandes.

Il montre par son étude à travers la description des procédés d'appropriation et de détournement d'usage de l'espace et les liens sociaux entre ces personnes âgées à l'intérieur du centre que dans un premier temps, les centres commerciaux ne sont pas uniquement des non lieux dédiés à la consommation et au commerce où règnent les rapports marchands. En second temps, il relève la signification identitaire que prend cette sociabilité primaire pour ces personnes âgées entre leur déprime sociale. L'emprise spatiale qu'ils ont sur le centre commercial et les prises identitaire qu'ils y trouvent (tant spatial que relationnelles).

Pour l'auteur, l'ordre social urbain émerge plus généralement d'une tension entre la conception institutionnelle (formelle) de l'espace commercial et le vice pratique (informel) de ces mêmes impacts, puisqu'il y'a détournement d'usage de cet espace économique par un ensemble de personnes âgées confrontées à l'ordre institutionnel qui tend à les évincer vu qu'ils sont pour l'aménagement de l'espace intérieur et les consignes données aux agents de sécurité

L'étude de Besozzi (2017), exprime la stratégie de contrôle spatial par une catégorie de population. L'auteur prend pour objet un lieu typique de la modernité urbaine, le centre commercial ; mais plutôt que de le saisir comme on le fait habituellement par les pratiques de consommation, il l'appréhende par ses marges.

Cette étude qui exprime la stratégie de contrôle spatial s'est effectuée au sein d'un centre commercial urbain, situé dans le centre-ville d'une grande agglomération française.



Soumission : 11/09/2025 Acceptation : 13/09/2025 Publication : 25/09/2025

L'auteur exprime à travers son étude les mécanismes de contrôle spatial entrepris par une catégorie d'acteurs qu'il appelle les « habitués » du centre. Ces habitués passent plusieurs heures par jour, à discuter, regarder passer les clients, et parfois dormir ou lire le journal à travers les aires de repos aménagées dans les couloirs du centre. La négociation des places, en nombre limité, dans les aires de repos est complexe pour les habitués. Ils sont en effet mal perçus par la direction du centre, qui a d'ailleurs modifié la configuration de ces aires de repos pour dissuader les habitués de s'installer trop longuement. Pour contourner les règles et continuer d'exploiter l'espace l'auteur souligne que les habitués utilisent des « tactiques d'apitoiements » mise en œuvre par ceux-ci. Enjeux de lutte, l'auteur souligne que les places assises sont aussi le symbole de l'intégration dans le groupe. Les habitués se les transmettent, forme première du système de dons qui organise leurs relations.

Ces différents auteurs, à travers leur étude mettent en exergue l'importance de la valeur d'usage de l'espace dans la vie sociale, justifiant ainsi, son appropriation ou son contrôle dans des contextes différents.

Conclusion

L'analyse des dynamiques internes de la Fédération Etudiante de Côte d'Ivoire met en lumière un agencement complexe de ressources symboliques, organisationnelles et relationnelles, qui expliquent en grande partie sa remarquable résilience dans le champ syndical étudiant ivoirien. Loin d'être un simple agrégat de jeunes

contestataires, la FESCI se structure autour d'une culture militante forgée dans la conflictualité, l'endurance et la transmission générationnelle. Sa culture syndicale, marquée par un héritage de contestation radicale et une capacité d'adaptation à la conjoncture, se double d'un fonctionnement pyramidal rigoureux, au sein duquel les rapports de pouvoir sont à la fois codifiés et ritualisés. Ce cadre hiérarchisé assure la cohésion du groupe tout en permettant la sélection progressive de ses élites militantes. À travers des rites de passage, des mécanismes de parrainage (système des « bons petits »), et des épreuves d'engagement, les membres sont socialisés à une loyauté militante et à une forme de discipline collective qui rappelle les logiques de formation quasi-militaire. La mobilisation de la violence, bien que controversée, s'inscrit dans une logique de régulation sociale interne et de rapport stratégique à l'extérieur. Elle n'est pas anarchique, mais fonctionnelle dans un univers de compétition politique et de pression répressive. Par ailleurs, les processus électifs, et notamment l'élection du Secrétaire Général, révèlent la vitalité politique du mouvement. À travers le vote, les jeux d'alliances, les débats et parfois les conflits, la FESCI régénère son leadership, renouvelle ses cadres et entretient une dynamique interne constante.

En somme, la résilience de la FESCI repose sur un équilibre subtil entre autorité centralisée, rites d'incorporation, reproduction des élites et adaptabilité stratégique. Toutefois, ces ressources internes s'articulent étroitement avec les configurations externes, politiques et idéologiques.



References bibliographiques

- Besozzi T. (2014). « La construction sociale de la réalité dans un centre commercial : ordres de réalité concurrents et négociation de l'ordre social » *Ateliers d'anthropologie*.
- Claval, P. (1978). *Espace et pouvoir*, Paris : PUF
- Diarassouba, I. (2016). « Violence Syndicale Etudiante dans les Universités Publiques de Côte d'Ivoire : Perceptions et Enjeux » *In European Scientific Journal*, March 2017 edition, Vol.13 n°7
- Elias N. (1997). *La dynamique de l'Occident*. Paris : Calmann-Lévy.
- Fédération Syndicale Etudiante (2003). *Bases Fondamentales du Syndicalisme Etudiant*, FSE, Université de Basse-Normandie, 5e éd, 110p.
- Fillieule, O. (2001). *Le désengagement militant*. Paris : Belin
- Goin Bi, Z. (2011). « Libertés académiques, syndicalisme et politique en Côte d'Ivoire ». *Journal of Higher Education in Africa / Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*.
- Hirschman, A. O. (1970). *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Cambridge : *Harvard University Press*.
- Lefebvre, H. (1991). *La production de l'espace*. Paris: Anthropos.
- Lemon Alex L. (2009), *L'enfant de Dedeku Sar*, les press de : La Refondation sa (Abidjan), 226p.
- M'Bra, K.K. D. (2010). « La question controversée des libertés syndicales en milieu universitaire en Afrique : le cas

- du syndicalisme étudiant en Côte d'Ivoire ». in
COLLOQUE D'ORAN (ALGERIE)
- N'da, P., (1987), *Les intellectuels et le pouvoir en Afrique noire*,
Paris, l'Harmattan
- Ndré, C. D. (2019), *le syndicalisme étudiant : pouvoir et
dynamique politique en Côte-d'Ivoire*, Abidjan : les
Editions du CERAP, Tome I, 426p.
- Tilly, C. (1986). *The Contentious French*. Cambridge:
Harvard University Press.
- VENDRELY M. (2021), journal à TV5 du 23/10/2020, mis à
jour le 24/12/2021.
[https://information.tv5monde.com/Afrique/Côte-
d'Ivoire](https://information.tv5monde.com/Afrique/Côte-d'Ivoire)